

Rapport Public

2022



Pro-ARIDES

Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée
et le Développement Economique du Sahel



Table des matières

I.	Introduction.....	1
II.	Analyse du contexte des zones d'intervention.....	2
III.	Approches.....	3
IV.	Résultats.....	5
V.	Gouvernance et gestion du programme.....	12
VI.	Enseignements tirés et adaptations.....	12
VII.	Conclusion.....	13



I. Introduction

Depuis janvier 2021, le Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel (Pro-ARIDES) est mis en œuvre par le consortium SNV (chef de file), CARE Pays-Bas, Wageningen University & Research (WUR) et l'Institut Royal de Tropique (KIT). L'année 2022 est la première année complète de mise en œuvre des activités sur le terrain. Ce programme est financé à hauteur de 105,4 millions d'euros dont cent (100) millions d'euros par le ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas et 5,4 millions d'euros par la Coopération danoise, pour dix (10) ans, soit de janvier 2021 à décembre 2030 en deux (2) phases de cinq (5) ans chacune.

Le Pro-ARIDES a pour objectif de « contribuer à une résilience, une sécurité alimentaire et des revenus des ménages agricoles et (agro-)pastoraux accrus dans la zone soudano-sahélienne du Burkina Faso, du Mali et du Niger, grâce à des institutions et organisations décentralisées efficaces pour une prestation de services, gestion des ressources naturelles et des terres et un développement économique local améliorés ».

Les partenaires du consortium sont les principaux garants de la gestion professionnelle, participative et adaptative du programme, et mettent à profit leurs larges expériences afin de faire du Pro-ARIDES un modèle de programme de développement mené dans un contexte volatile.

SNV et CARE avec leurs partenaires locaux sont responsables de la mise en œuvre des activités du programme tandis que KIT et WUR sont conjointement responsables de la composante de développement des connaissances et de capitalisation des expériences, y compris une partie du suivi et de l'évaluation en consultation avec SNV et CARE.

Pour plus de synergie et de complémentarité dans la mise en œuvre du programme, un certain nombre d'intervenants dans les zones d'intervention du programme Pro-ARIDES ont été identifiés à travers une collecte des données des ONG/programmes et projets dans les zones d'intervention de Pro-ARIDES. A cela s'ajoute aussi les institutions et Services techniques déconcentrés (STD) en agriculture, élevage, environnement, santé et nutrition.

Répartition de partenaires locaux de mise en œuvre et de soutien dans les trois (03) pays.

Burkina Faso	Mali	Niger
<ul style="list-style-type: none"> Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) Observatoire National du Foncier du Burkina Faso (ONF-BF) Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso (FEPAB) Association Formation Développement Ruralité (AFDR) ONG Tin Tua Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA) Impact Research Institute (IRI) 	<ul style="list-style-type: none"> Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) Association Malienne pour la Promotion du Sahel (AMAPROS) Agence de Développement Régional (ADR) de Ségou Agence de Développement Régional (ADR) de Mopti Near East Foundation (NEF) Institut d'Économie Rurale (IER) Groupe ODYSSEE 	<ul style="list-style-type: none"> Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN) Fédération des Coopératives Maraîchères du Niger (FCMN Niya) ONG ADLI ONG GARKUA Conseil Régional de Tahoua Conseil Régional de Tillabéry Conseil Régional de Dosso Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN) Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL Niger)

En plus des ménages, le programme œuvre également au renforcement des capacités des organisations et institutions locales et des PME intervenant dans les chaînes de valeur agricoles et pastorales pour favoriser un changement systémique durable.

Les ménages constituent le groupe d'impact direct du Pro-ARIDES et ces derniers sont subdivisés en cinq (5) catégories :

1. ménages agricoles axés sur le marché et la commercialisation,
2. ménages agricoles axés sur le marché et autosuffisants,
3. ménages agricoles de (semi-)subsistance,
4. ménages agro-pastoraux,
5. ménages pasteurs.

L'approche « un seul programme » est adoptée dans le but d'avoir une démarche unique et adaptative qui transcende les organisations en partenariat avec le programme avec pour objectif une cohérence des actions, de l'équipe, une visibilité et bonne image du programme auprès des cibles et parties prenantes. Ce qui s'est traduit par une planification conjointe des activités et du budget, une répartition des résultats en fonction des expertises et budget de SNV et CARE, une communication permanente entre techniciens pour plus de synergie, une harmonisation des prises en charge et la tenue de rencontres régulières et lorsque la nécessité l'impose.

L'année 2022 qui est véritablement la première année complète de mise en œuvre des activités sur le terrain, de vu une amélioration continuelle du contenu du programme, la revue des activités du programme du point de vue leur formulation et du contenu, aussi un répertoire d'activités a été retenu par pays (36 Burkina Faso, 26 Mali et 35 Niger) et chaque activité décrite du point de vue de sa définition, leurs contributions aux résultats escomptés, des groupes cibles, des approches, des sous-activités et étapes de mis en œuvre. Ce répertoire d'activité constitués se veut pertinent, cohérent et complet pour l'atteinte de l'objectif du programme.

Le présent rapport analyse l'évolution du contexte de la mise en œuvre du programme, les résultats clés de l'exécution de la planification, le fonctionnement des organes de gouvernance, la gestion adaptative, la gestion des risques, la communication et les leçons apprises au cours de l'année 2022.

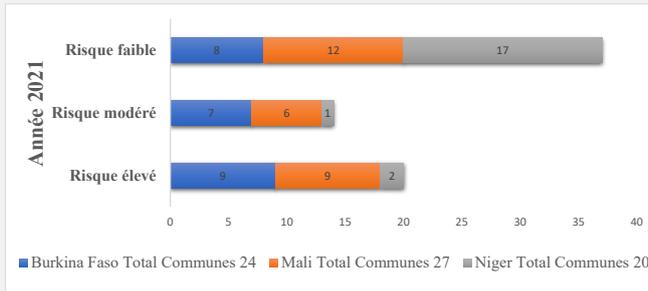
II. Analyse du contexte des zones d'intervention

L'année 2022 a été particulièrement difficile sur le plan sécuritaire pour la mise en œuvre des activités. En effet, le contexte a été marqué au Burkina Faso par deux (02) coups d'Etat successifs et la destitution des élus communaux groupes cibles du programme. Dans les trois pays (Burkina Faso, Mali, Niger) le contexte sécuritaire a continué à se dégrader passant pour les communes d'intervention du programme de 20% à 30% de risque modéré et de 28% à 37% à risque élevé avec 9,8% (7/71) des communes inaccessibles.

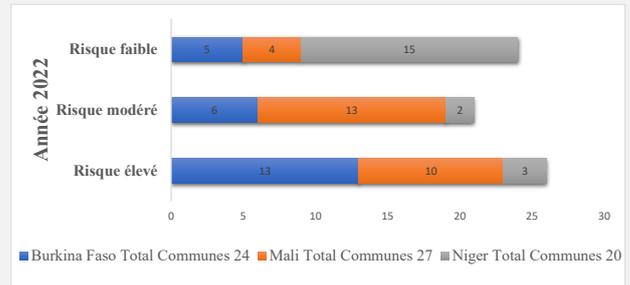
Au Burkina Faso, comme en 2021, cette année aussi le Pro-ARIDES n'a pas intervenu dans les communes de Thiou, Zogoré de la région du Nord et Barani de la boucle du Mouhoun à cause de la situation d'insécurité. Ainsi dans les autres communes (Nouna, Gassan, DI, Kiembra, Bilanga, Dassa) ou la recrudescence des attaques des groupes armés a augmenté, rendant ces dernières inaccessibles, la mise en œuvre de certaines activités de réplication se poursuit néanmoins avec l'appui du mécanisme d'assistance de proximité mis en place par le Pro-ARIDES.

Au Mali, au courant de cette période 2022, un seul changement a eu lieu au niveau de la zone d'intervention du programme Pro-ARIDES dans les trois pays c'est le cas du découpage administratif du Mali. Des nouvelles régions ont été recrées à la faveur de la loi de la régionalisation ce qui place nos zones d'interventions dans les nouvelles régions de Bandiagara et de San.

Au Niger, pendant cette année 2022, compte tenu de la situation d'insécurité, il a été décidé de remplacer 3 communes d'intervention de la région de Tillabéry. Il s'agit de Kirtachi, Makolondi et Ouro Guillardjo. Les communes de remplacement font partie de la même région avec un poids démographique et un contexte agroécologique presque similaire. Il s'agit des communes de Hamdallaye, Karma et Kollo



Graphique 01: Evolution de la situation sécuritaire dans les 3 pays en 2021



Graphique 02: Evolution de la situation sécuritaire dans les 3 pays en 2022

III. Approches

Le programme s'attache à évoluer vers un changement systémique pour un contexte général davantage inclusif et durable. Ce changement systémique repose sur quatre dimensions essentielles que sont le paysage, le marché, la gouvernance et l'égalité et cinq trajectoires de changement que sont :

1. Gestion de l'alimentation, des exploitations agricoles et des troupeaux, améliorée pour des systèmes de production plus résilients et une meilleure nutrition des ménages,
2. Opportunités d'affaires, de services et d'emploi en liens avec le marché améliorés, générant ainsi une plus grande valeur économique,
3. Gestion durable des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles assurée grâce à des dispositifs permettant l'utilisation pacifiée et collective des ressources,
4. Genre, jeunesse et inclusion sociale assurés pour le développement de systèmes alimentaires résilients, et
5. Institutions renforcées pour rétablir un contrat social.

Pour y arriver le programme se base sur une approche globale des systèmes alimentaires et résilience des systèmes alimentaires ainsi que des approches d'appui que sont les approches paysagères, du développement du marché et approche des chaînes de valeur inclusives, de nutrition durable pour tous « SN4A », d'égalité de genre et d'inclusion social, de suivi évaluation apprentissage, de développement et gestion des connaissances et de changements systémique

3.1. Approche des systèmes alimentaires et résilience des systèmes alimentaires

L'approche des systèmes alimentaires du programme se focalise sur les facteurs et les parties prenantes qui influencent l'ensemble du système alimentaire. Quelques aspects spécifiques peuvent être mentionnés :

D'une manière globale dans les trois pays, les activités sont retenues afin qu'elles contribuent au changement systémique qui doit se refléter sur le bien-être des communautés en termes d'amélioration du statut nutritionnel et du renforcement de la résilience des systèmes de production. Les domaines d'activités se résument essentiellement à la mise en place de :

Un mécanisme d'assistance de proximité des groupes cibles,
Le renforcement de capacité des OP/GSAN/Relais, l'identification des besoins de services des membres des OP , la mise en place champs écoles agro-pastoraux comme moyen d'apprentissage, de mise en œuvre de bonnes pratiques, et d'extension, L'amélioration du statut nutritionnel des ménages par la mise en place des jardins de case et jardins communautaires, des formations/sensibilisations sur les pratiques de bonne nutrition et d'hygiène, Le renforcement de la fertilité des sols en plus de l'utilisation des engrais minéraux, par la production

et l'utilisation du compost sur des terres restaurées à travers les demi-lunes, Zaï, régénération naturelle assistée (RNA), des cordons pierreux, de bandes enherbées, la promotion des biopesticide, la Promotion du dialogue entre les communautés et au sein des ménages sur les processus de prise de décisions sur l'alimentation et la nutrition, L'élaboration de convention avec les Communes pour la mobilisation des GSAN/Relais, La promotion de l'agroforesterie (RNA, plantation d'alignement, reboisement, enrichissement, haie vive, tapis herbacé, etc.) dans les champs agricoles, les limites des sites maraichers.

Des défis rencontrés sont essentiellement liés à l'accompagnement des populations, vers la sécurité alimentaire qui, sont impactées par l'insécurité (zone inaccessible). A ces défis, se sont imposées d'une part, l'utilisation des relais paysans ou formateurs communautaires pour la mise en œuvre des activités de production et de nutrition et d'autre part, la réalisation de visites commentées en salle.

3.2. Approches d'appui

Au regard des approches d'appui, des actions d'appui inclusives ont été menées à travers la conduite de diagnostics pour l'identification et le développement de chaînes de valeur, de la structuration du marché, des fournisseurs des biens et services, des auto-évaluations des organisation locales et de leurs besoins d'appui sur le plan technique et opérationnel. De plus, plusieurs activités de renforcement des capacités organisationnelle et de techniques de production ont été organisées en particulier à l'attention des acteurs communautaires et des ménages. Aussi les activités ont été soutenues par les approches suivantes : L'égalité de genre et l'inclusion sociale (EGIS), la Nutrition durable pour tous « SN4A », la Gestion de terroir

Le programme s'attache à évoluer vers un système qui est davantage inclusif, durable, et qui intègre les changements systémiques par :

1. l'autonomisation des ménages, des femmes, des jeunes, et des organisations paysannes,
2. le renforcement des entreprises et des organisations paysannes locales,
3. la haute performance du système de prestation de service;
4. la demande accrue de produits locaux,
5. la gouvernance multi- Acteurs intégrée et inclusive des terres,
6. l'égalité de genre et l'inclusion sociale,
7. la bonne gouvernance et la sécurité assurées par les institutions gouvernementales ;
8. l'amélioration de l'accès aux financements et aux investissements à long terme.

Les institutions locales sont au cœur de la stratégie du programme pour assurer un impact durable. Le programme a conçu une stratégie de suivi des changements systémiques. Cela permettra de s'assurer que le programme traite les questions clés qui induiront des transformations solides pour un développement local plus inclusif, écologiquement durable et résilient dans la zone soudano-sahélienne du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Les changements systémiques font référence aux changements de faiblesses structurelles, au niveau des conditions et des politiques, ainsi qu'aux niveaux des comportements, des mentalités et des relations.

Le développement et gestion des connaissances sont d'importance pour le programme. Les activités de recherche action se sont focalisées sur la mise en place de protocoles de recherche sur les systèmes alimentaires, la gestion des ressources naturelles et le financement inclusif décentralisé. Aussi des activités pilotes ont été retenu dans le plan annuel 2023 pour la recherche action. Ainsi les partenaires de la RA accompagneront les praticiens à tester ces activités du programme dans certaines zones afin de les mettre à l'échelle du Pro ARIDES ou au-delà.

En plus de cela, des thématiques d'intérêt, à contextualiser par pays, ont été identifiées pour produire des connaissances à travers un dispositif de capitalisation des expériences tout au long de la mise en œuvre. En vue d'optimiser le processus du développement des connaissances, un cadre opérationnel est mis en place avec l'implication de toutes les unités. Description quantitative et qualitative des résultats clés des trajectoires y compris la recherche-action et l'apprentissage

IV. Résultats

4.1. Etudes de référence

L'étude Baseline du Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel (Pro ARIDES) a été réalisée dans 38 communes des trois pays d'intervention du programme. Les discussions ont eu lieu avec les équipes pays en 2022, sur la vraisemblance des indicateurs calculés en fonction du contexte spécifique de chaque pays afin de produire des rapports pays et un rapport global pour les trois pays.

Etude de base – indicateurs ménages

Résultats des trois (3) pays

L'étude Baseline du Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel (Pro ARIDES) a été réalisée dans les trois pays d'intervention du programme et a touché globalement, des ménages agriculteurs, agropasteurs et pasteurs. Du point de vue thématique, l'étude a permis d'apprécier : (i) le niveau de production et la diversité nutritionnelle des ménages ; (ii) la résilience économique et les actifs des ménages ; (iii) : le régimes fonciers et utilisation durable des ressources naturelles ; (iv) l'inclusion des hommes et des femmes, des jeunes, des personnes âgées et d'autres populations marginalisées qui représentent les trajectoires d'intervention du programme.

Au terme de l'étude on retient en substance qu'en terme de capacité de production, le niveau de production des ménages est assez appréciable en ce qui concerne la production agricole et animale avec une grande diversité culturelle. Les rendements agricoles, animaux ou produits dérivés sont assez moyen avec une tendance plus élevée chez les hommes que chez les femmes. On note globalement des tendances similaires entre les ménages cibles et les ménages témoins en termes de capacités de production et de diversification culturelle. Des différences sont souvent observées entre ces deux groupes en termes d'analyse suivant la typologie des ménages et suivant le sexe des chefs de ménages.

En termes de revenus, les ménages dirigés par les femmes ont trois (3) fois moins de revenus que les ménages dirigés par les hommes et ceux au sein des ménages cibles que les ménages témoins. Il ressort également une grande diversité en matière de sources de revenus des ménages. En matière d'accès aux services financiers, il ressort un faible accès des ménages aux services financiers.

Pour ce qui est des caractéristiques de régime fonciers et la gestion des ressources naturelles, il ressort une faible adoption des nouvelles pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques. Ce qui se traduit par une moyenne couverture des superficies sur lesquelles les nouvelles pratiques agricoles résilientes au climat sont appliquées. En matière de sécurité, foncière, la grande majorité des ménages ont une garantie de leur droit au foncier rural. Il ressort également qu'en matière de résolution des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles, il y a une grande satisfaction concernant le mode de résolution qui se fait de façon pacifique.

En ce qui concerne l'inclusion, il ressort que les femmes participent faiblement aux prises de décision au sein des ménages cibles comme témoins. Aussi, il y a une faible participation des ménages aux cadres de concertation.

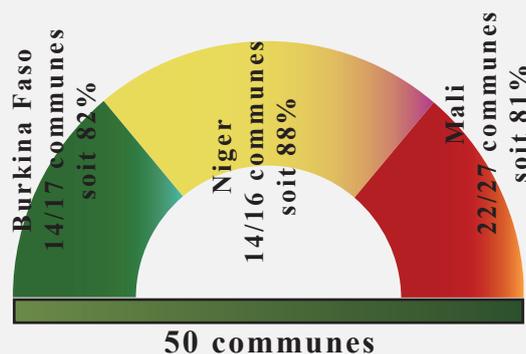
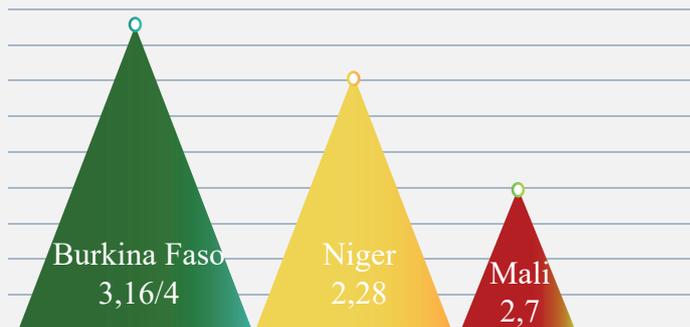
L'étude Baseline a permis de calculer les valeurs de base des indicateurs des trois pays du programme des ménages cibles du programme, ce qui permettra d'apprécier l'impact du programme à son terme.

Etude de référence des organisations locales (OP/OF/OJ, GRN et PME)

Afin de mieux apprécier les résultats attribuables au Pro-ARIDES, en plus des ménages, il est apparu nécessaire de collecter les données de base des organisations et institutions cibles du programme cibles afin d'établir la situation de référence de ces dernières.

Concernant la performance des organisations (OP/OF/OJ/AVEC), cette étude de base a permis de révéler un niveau de performance globale des organisations de 2,89 sur 4, la performance par pays se décline ainsi :

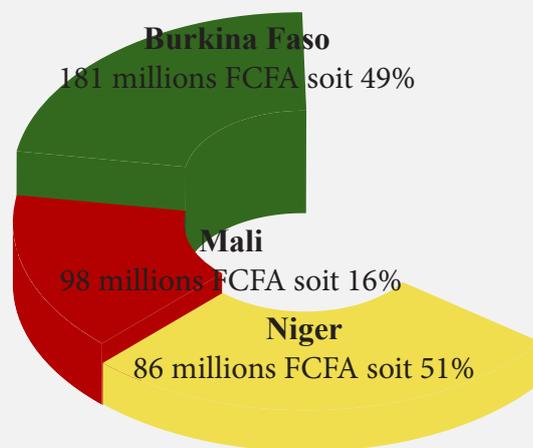
Performance des Organisations (OP/OF/OJ/AVEC)



Graphique 03: Le type d'organisation qui obtient le score de performance le plus élevé concerne les OP (2,94) puis les OJ (2,63).

Graphique 04: 50 communes soit 83% des communes enquêtées ont organisé au moins un cadre de concertations en 2022

La part de budget liée au développement local prévue par les communes, dix communes ont une part dévolue au développement local supérieure à 50% de leur budget global. Au total, 3 communes n'ont pas de budget pour le développement local en 2022 du fait des problèmes d'insécurité : Mafoune et Madougou au Mali ainsi que Bilanga au Burkina Faso. Le budget moyen global pour le développement local est de 122 millions de FCFA soit 51% du budget global moyen des communes.



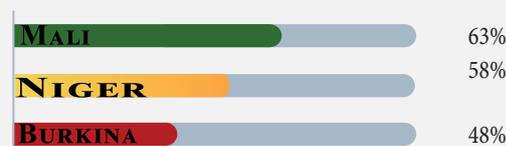
Graphique 05: Budget liée au développement local

Les conflits liés aux ressources naturelles. Cette étude a aussi permis de révéler que chaque pays dispose de sa propre organisation concernant la gestion des ressources naturelles et les conflits y relatifs.



Graphique 06: Taux de conflits résolus en 2022

Gestion des ressources naturelles locales pour des espaces agro-sylvo-pastoraux propre à leur zone géographique (forêt, marre, etc.). Toutefois, les enquêtés relèvent très souvent que certains villages ou certains individus ne respectent pas ces conventions et prônent pour un système de surveillance de proximité, pour des échanges et pour une meilleure vulgarisation de ces textes.



Graphique 07: Ressources naturelles locales

Performance des PME, (Etude de référence des PME) la situation de base relevée permettra de mesurer l'amélioration de leur performance et résilience lors des prochaines collectes.



Les femmes et jeunes occupants des postes clés

01 Organisations (OP/OF/OJ/AVEC) 356 organisations soit 63% Femmes ou un jeune a un des quatre postes clés considérés (Président.e, Vice-Président.e, Secrétaire et Trésorier.e). Le nombre moyen de femmes et jeunes à ces postes est plus limité au niveau des OP., il est recommandé d'axer les activités de sensibilisation EGIS et de leadership des femmes et des jeunes hommes sur ces organisations ainsi que sur les OF (organisations composées	02 PME Ces entreprises sont parfois informelles et/ou il n'y a pas toujours d'autres postes clés que celui de directeur/ gestionnaire de l'entreprise le plus souvent tenu par le propriétaire. Globalement le staff permanent est constitué de : 17% femmes; contre 48% de jeunes (hommes et femmes). Il s'agira d'améliorer notamment l'inclusion des femmes dans les staff permanents des entreprises ainsi que leur leadership	03 Organes GRN au sein structures enquêtée (agences publiques et services techniques principalement) le programme exercera une influence / impact moindre qu'au niveau des Comités et Commissions de base. Par conséquent, il s'agira de collecter cette information dès que ces derniers seront identifiés
--	--	---

4.2. Les Résultats du programme 2022

En 2022, la mise en œuvre a été d'ampleur et d'intensité diverses selon les pays. Pour l'année 2022 le programme rapporte sur les outputs qui soutiennent le changement / les effets (outcomes) escomptés conformément aux indicateurs du cadre de résultats.

Résultats des différentes organisations appuyé par le programme

Institutions Financières (IMF) et Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC)	205 (43% au Burkina Faso ; 57% au Mali et 0% Niger), soit un taux de réalisation de 87%.
Organisations des Femmes et des Jeunes	134 femmes et de jeunes 16 femmes et de jeunes
Autorités Locales et Communes	96% (35% au Burkina Faso ; 32% au Mali et 32% Niger) 112 (38% au Burkina Faso ; 31% au Mali et 31% Niger)
PME	103 PME (43% au Burkina Faso ; 48% au Mali et 10% Niger) 159 (61% au Burkina Faso ; 22% au Mali et 18% Niger)
Organisations GRN	423 organisations GRN (54% au Burkina Faso ; 37% au Mali et 10% Niger). 349 (55% au Burkina Faso ; 23% au Mali et 21% Niger)
Organisations Paysannes	103% (41% au Burkina Faso ; 31% au Mali et 28% Niger) 517 (54% au Burkina Faso ; 31% au Mali et 15% Niger)

Planification
 Réalisation



Culture de l'échalote et Pépinières pour le Maraichage Hors Sol de Bougoussoni, cercle de San Mali

Foyer d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle de Zurdi (Tahoua, Niger)

Quelques Résultats en chiffre par pays du programme

Les tableaux suivants résument quelques résultats de la mise en œuvre des activités réalisées dans les trois (3) pays d'intervention, présentés en chiffres et par pays.

Burkina Faso	
Développement communautaire	Gestion des ressources naturelles et foncières
<ul style="list-style-type: none"> 605 villages dans 20 communes bénéficient de mécanismes d'assistance de proximité opérationnels et fonctionnels. 1199 ménages ont diversifié leur production, y compris la culture maraîchère. 1262 ménages ont amélioré leur régime alimentaire et augmenté leur production. 44 PME ont été accompagnées pour renforcer leurs capacités dans la préparation de plats locaux. 12 PME/OP ont été accompagnées pour participer à 2 foires promotionnelles afin de développer des relations d'affaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 1262 ménages ont adopté des technologies/pratiques résilientes face au changement climatique. 20 communes disposent d'organes fonctionnels pour sécuriser les droits fonciers et résoudre les conflits liés aux ressources naturelles. 1294 ménages sont en cours de sécurisation de leurs droits fonciers. 225 jeunes et femmes sont en cours de formation dans des métiers porteurs liés à la création de revenus par le développement de pôles de services connexes et la transformation de produits agricoles.
Autonomisation économique	Gouvernance locale
<ul style="list-style-type: none"> 55 nouveaux groupes d'Épargne et de Crédit Villageois (AVEC) ont été créés, composés principalement de femmes. Les AVEC ont réussi à mobiliser environ 8 822 375 FCFA (environ 13 500 euros) d'épargne en moins de 6 mois et ont octroyé des crédits d'un montant de 4 580 500 FCFA pour soutenir des activités génératrices de revenus. 520 jeunes et femmes bénéficient de subventions CNIB. 32 producteurs semenciers ont été identifiés, dont 15% de jeunes et 12% de femmes. 9661 producteurs (ménages) ont été renforcés dans la gestion agroécologique des exploitations agricoles, dont 2836 femmes et 5254 jeunes. 13 visites commentées ont été réalisées sur les outils de vulgarisation, avec la participation de 1166 personnes, dont 40% de jeunes et 47% de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> 13 communes ont mis en place et utilisent des comités communaux de redevabilité pour renforcer la redevabilité et la transparence dans la gestion des affaires publiques. Les collectivités territoriales ont été accompagnées dans le processus de planification participative du développement local et l'élaboration du budget, en tenant compte des besoins des personnes déplacées internes en matière d'accès à la terre et aux autres ressources naturelles.

Mali	
Description activités	Résultats
Mobilisation de ressources financières supplémentaire	2 communes mobiliser
Amélioration du processus de planification	27 communes ont été accompagnées
Renforcement des PME	43 PME renforcer, améliorant ainsi leur compétitivité et leur développement économique
Adoption des technologies/pratiques résilientes au changement climatique	50 ménages ont été accompagnés dans l'application de technologies et de pratiques résilientes face au changement climatique, favorisant ainsi l'adaptation aux défis environnementaux
Foires et événements	51 foires ont été organisées, comprenant 5 foires tabaski, 10 foires maraîchères et 36 foires sur le Fonio; 3 foires d'échanges commerciaux et la visibilité des produits locaux
Renforcement des capacités sur l'EGIS	120 OP/OF/OJ accompagnés pour renforcer leurs capacités en matière d'Equité, Genre, Inclusion et Sensibilité aux conflits (EGIS)

Jardins de case	314 ménages ; à travers des activités de diversification, favorisant ainsi la sécurité alimentaire et la diversification des sources de revenus
Amélioration du processus de planification	327 comités et CoFo (Comités de Forêt)
Protection des espaces de pâturage	510 hectares de pares-feux

Niger

Développement Communautaire	Gestion des Ressources Naturelles	Soutien à l'Entrepreneuriat et au Développement Économique
<p>148 OP et 8 Unions des producteurs conformées à la loi OHADA</p> <p>13 Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce-R des Urgences (SCAP-RU) réactivés</p> <p>5 Observatoires de Suivi de Vulnérabilité (OSV) pour la diffusion des informations climatiques</p> <p>81 CEAPI/CEM installés</p> <p>1002 jardins de case, 3033 apprenants formés dont 1801 femmes</p> <p>20 communes avec ateliers communaux d'identification des pratiques résilientes</p> <p>13 Foyers d'Apprentissage à la Réhabilitation Nutritionnelle (FARN)</p> <p>577 ménages/couples modèles mis en place et touchés</p>	<p>20 communes ont réalisé la cartographie des Cofocom, cofodép et cofob de façon participative</p> <p>11 communes appuyées dans la priorisation et planification concertées des ressources naturelles</p> <p>9 COFODEP formées par le secrétariat permanent du code rural et celle des 20 COFOCOM par les COFODEP</p> <p>11 maires et 11 Secrétaires Permanents des COFOCOM formés sur la police rurale en matière de sécurisation et gestion des ressources naturelles</p>	<p>21 chaînes de valeurs porteuses identifiées</p> <p>27 AV formés dans le cadre de la mise en place des AVEC et MMD</p> <p>6 SCOOPS formés en vie associative et comptabilité simplifiée</p> <p>27 jeunes des 20 communes bénéficié de voyage d'études au laboratoire de jeunes de Zinder pour développer l'entrepreneuriat</p>
Renforcement des Capacités et Leadership	Planification et Budget Participatif	Équité Genre et Inclusion Sociale
<p>6 SCOOPS des femmes formées en leadership, vie associative et comptabilité simplifiée</p> <p>20 Maires et 3 Présidents des Conseils régionaux formés sur le leadership, le développement local et la maîtrise d'ouvrage des actions de développement</p>	<p>18 communes et 3 conseils régionaux appuyées dans l'élaboration de leurs Plans d'Investissement Annuel (PIA) inclusifs et orientés sur l'offre de services de base</p> <p>Élaboration des budgets participatifs, Plans de Développement Régionaux et mise en œuvre de schémas d'aménagements fonciers (SAF)</p>	<p>Une étude réalisée sur l'Équité genre et Inclusion sociale</p>



Mécanisme de récupération des sols demi lune dans le village de Pougyango commune de Gomponsom juillet 2022



Jardin communautaire de Kéra-Douré Burkina Faso



Foire promotionnelle de la Tabaski Mali

4.3. Les principaux résultats EGIS atteints dans les 3 pays

Dans la perspective EGIS ‘Egalité Genre et Inclusion sociale’, le genre et l’inclusion sociale a été un des axes d’attention de la mise en œuvre du Programme. Les principaux résultats atteints dans l’application de la stratégie pour cette approche sont détaillés dans les tableaux suivants par pays

Burkina Faso	
Description des activités	Résultats
Jardins de case et formations	961 jardins de case mis en place gérés par des femmes; 840 femmes ont été formées en jardins nutritifs et des jardins communautaires
Formation et développement de métiers porteurs	225 jeunes et femmes sont en cours de formation dans des métiers porteurs(transformation de produits agricoles, les techniques de conservation et de stockage, la fabrication de matériels agricoles et la maintenance de forages.)
Groupes d’épargne et de crédit villageois	55 nouveaux groupes AVEC créés dont 88,93% de femmes et 11,07% d’hommes; mobiliser 8 822 375 FCFA (environ 13 500 euros) en moins de 6 mois, avec un credit de 4 580 500 FCFA ont été octroyés aux membres des AVEC
Terres et bénéficiaires de Carte Nationale d’Identité Burkinabè	21 hectares de terre récupérés, aménagés et enregistrés spécifiquement au profit des femmes et des jeunes; 20 jeunes et femmes ont bénéficié de subventions pour obtenir la Carte Nationale d’Identité Burkinabè
Renforcement des producteurs et visites de vulgarisation	9661 producteurs (ménages) renforcés dans la gestion agroécologique des exploitations agricoles; 2836 femmes et 5254 jeunes. De plus, 32 producteurs semenciers ont été identifiés, dont 15% sont des jeunes et 12% sont des femmes. 13 visites commentées ont été réalisées, impliquant 1166 participants, dont 40% de jeunes et 47% de femmes

Mali	
Description des activités	Résultats
CEAP	230
Formations	608
Relais communautaires	131
GSAN	69
Collaboration entre acteurs du marché	44
Participation à la foire	28
Evaluation des capacités AVEC	135
Connaissances améliorées	126
Orientation sur la gestion des ressources pastorales	126
Analyse des mesures d’adaptation	126
Formation sur le genre et l’inclusion sociale	120

Niger	
Description des activités	Résultats
OP et Unions des producteurs conformées à la loi OHADA	148
Systèmes Communautaires d’Alerte Précoce-R des Urgences	13

Niger	
Description des activités	Résultats
Observatoires de Suivi de Vulnérabilité	5
CEAPI/CEM installés et jardins de case	81, 1002
Apprenants formés (dont femmes)	3033 (1801)
Ateliers communaux d'identification des pratiques résilientes	20
Foyers d'Apprentissage à la Réhabilitation Nutritionnelle	13
Ménages/couples modèles mis en place et touchés	577
Chaînes de valeurs porteuses identifiées	21
Animateurs Volontaires formés	27
SCOOPS formées en vie associative et comptabilité simplifiée	6
Communes ayant réalisé la cartographie des Cofocom, cofodép et cofob	20
Communes appuyées dans la priorisation et planification concertées des ressources naturelles à sécuriser	11
COFODEP et COFOCOM formés	9, 20
Maires et Secrétaires Permanents des COFOCOM formés	11
SCOOPS des femmes formées en leadership et vie associative	6
Jeunes bénéficiaires de voyages d'études	27
Études réalisées sur l'Équité genre et Inclusion sociale	1

4.4. Résultats recherche action

Les rapports de recherche-action produits en 2022 :

1. Daou, B., B. Dembélé, M. Diarra, A. Kergna et B. Kone. 2022. Vers une plus grande résilience du système alimentaire au Mali. Rapport de recherche-action provisoire. Décembre 2022. IER, Bamako, Mali.

Mali

Burkina Faso

Niger

Les rapports de recherche-action produits en 2022 :

1. Neya, B. Samuel, J. Ouedraogo, S. Sawadogo-Kaboré et A. Traoré. 2022. La sécurité alimentaire et nutritionnelle des zones d'intervention du Pro-ARIDES. Rapport de recherche-action provisoire. Décembre 2022. INERA, Ouagadougou, Burkina Faso.
2. Kini J., Y. Savadogo, R. Nikiema et A. Coulibaly. 2022. Les mécanismes innovants de financement inclusif et décentralisé au Burkina Faso. Rapport de recherche-action, Décembre 2022. IRI, Dédougou, Burkina Faso.
3. Equipe GRN et Foncier Burkina Faso. 2022. Rapport de recherche-action sur la gestion des ressources naturelles et du foncier rural au Burkina Faso. Décembre 2022. IRI, Dédougou, Burkina Faso.

Les rapports de recherche-action attendus en début 2023 :

1. Un rapport de recherche-action provisoire de R. Hassane (LASDEL) et I. Soumana (INRA) sur « Vers une plus grande résilience du système alimentaire au Niger ».
2. Un rapport de recherche-action provisoire de I. Soumana, T. Abasse (INRA) et R. Hassane (LASDEL) sur « Gestion des ressources naturelles et foncier dans la zone de Pro-ARIDES du Niger ».

V. Gouvernance et gestion du programme

La gouvernance du programme est articulée autour de plusieurs mécanismes de coordination situés à différents niveaux de gouvernance interne et externe du Programme dont :

1. les représentants des membres du consortium rassemblés en Comité de pilotage,
2. les membres de l'équipe globale du programme, rassemblé en Unité de gestion multi-pays du programme (UGMP),
3. les principales parties prenantes au niveau pays, rassemblées en Comité consultatif pays,
4. les membres de l'équipe de gestion de chaque pays, réunis en Unité de gestion pays, et enfin
5. (les membres de l'équipe de Gestion pays et des partenaires locaux de mise en œuvre qui forment ensemble l'Equipe de coordination pays.

Les membres du consortium sont représentés dans les organes de gouvernance du programme.

Pour soutenir l'efficacité de la gouvernance du programme, il a été mis en place un Intranet au service de l'ensemble des acteurs du programme contenant entre autres

1. Les outils de suivi-évaluation relatifs au cadre de résultats du programme,
2. la description des activités du programme,
3. la documentation du programme relatifs aux documents de base du programme, de planification et rapportage, les approches du programme et
4. les domaines d'expertises des acteurs du programme. Les efforts se poursuivent pour que l'Intranet soit bien renseigné et aussi l'accessibilité soit effective pour tous les acteurs.

VI. Enseignements tirés et adaptations

L'année 2022 en tant que la première année de mise en œuvre concrète des activités auprès des groupes cibles, nous offre plusieurs leçons apprises telles que :

Contenus des activités techniques du programme : pour améliorer la qualité de la mise en œuvre du programme, il faut améliorer l'appropriation des contenus techniques de ses activités. Il faut éditer chaque année un recueil des descriptions des activités et les mettre à la disposition de tous les acteurs du système d'appui du programme. Il faut également inciter les acteurs du système d'appui du programme à s'intéresser à l'Intranet du programme car il offre l'opportunité d'une meilleure compréhension interne du programme.

Planification des activités au niveau terrain : pour assurer les changements systémiques recherchés, il faut créer une dynamique villageoise de mise en œuvre du programme. Il faut préparer un plan d'action au niveau de chaque commune indiquant les activités à mener dans chaque village au cours de l'année, en prenant en compte le répertoire des activités du programme du pays. Ce plan d'action doit être le guide d'action des experts, des superviseurs et des relais, c'est-à-dire du système d'appui du programme. Il faut également impliquer et/ou informer les communes de toutes les activités mises en œuvre dans leurs villages.

Système d'appui de proximité du programme : Une analyse de l'efficacité du système d'appui de proximité doit être menée en prenant en compte 1) le maillage des superviseurs, 2) des types de relais établis ou promus dans les villages ainsi que leurs capacités d'appropriation des activités du programme, 3) le besoin de délivrer une masse critique d'activités, 4) nombre significatif de villages dans la commune, 5) le besoin de suivre et évaluer les résultats des activités, 6) l'intensité d'appui et de présence physique des superviseurs et experts dans les villages, 7) la mobilité réduite du fait de l'insécurité, 8) la présence effective des services techniques de l'Etat et 9) la perspective de financement du système pour la durabilité. Il faut également établir des partenariats opérationnels avec les services techniques de l'Etat et services techniques décentralisés

Les Fonds d'investissement du programme : Les efforts doivent continuer par le recrutement de plusieurs cohortes additionnelles en 2023. Le traitement des micro-projets reçus doit respecter le principe que les fonds d'investissements s'adressent aux PME, organisations locales et communautés villageoises du portefeuille du programme.

Synergies avec d'autres programmes : le programme doit continuer les collaborations avec d'autres programmes pertinents au regard de ses ambitions de changements systémiques. Les collaborations doivent être établies pas de manière ponctuelle mais structurelle avec les programmes au sein de SNV et CARE mais aussi ceux pertinents en dehors de SNV et CARE.

VII. Conclusion

L'année 2022 a été marquée dans les trois pays par un contexte sécuritaire et une instabilité politique aggravés. C'est la première année de mise en œuvre concrète terrain des activités du programme. En dépit du contexte difficile, la mise en œuvre des activités a atteint un niveau appréciable et d'intensité diverses selon les pays. Aussi, sur la base de l'expérience de mise en œuvre des activités à date dans les pays, la cohérence et la complétude des activités planifiées pour l'atteinte des résultats par trajectoire et dans la perspective des changements systémiques ont été évaluées et ajustées.

Au-delà des défis sécuritaire et socio-politique, il est observé un engouement pour les populations et qui est démontré par leur participation soutenue à l'ensemble des activités du programme qui les concernent.

En 2023, il s'agira de renforcer les acquis dans les communes ayant bénéficié d'un paquet conséquent d'activités dans la perspective des changements systémiques, de rendre disponible les résultats de la recherche Action avant les périodes de planification annuelles afin de saisir cette opportunité pour améliorer les activités, et de continuer à développer et renforcer la complémentarité et les synergies les autres programmes pertinents.